Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 22

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 25 gennaio 1957** **SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 gennaio 1957, n. 4.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione concernente la procedura civile, firmata all'Aja il 1° marzo 1954.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione concernente la procedura civile, firmata all'Aja il 1° marzo 1954.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 gennaio 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MORO

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Convention relative à la procédure civile

Les États signataires de la présente Convention;

Désirant apporter à la Convention du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, les améliorations suggérées par l'expérience;

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

I. *Communication d'actes judiciaires et extrajudiciaires*

Article 1er

En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de personnes, se trouvant à l'étranger, se feront dans les États contractants, sur une demande du consul de l'État requérant, adressée à l'autorité qui sera désignée par l'État requis. La demande, contenant l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit, doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise. Cette autorité enverra au consul la pièce prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée.

Toutes les difficultés, qui s'élèveraient à l'occasion de la demande du consul, seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque État contractant peut déclarer, par une communication adressée aux autres États contractants, qu'il entend que la demande de signification à faire sur son territoire, contenant les mentions indiquées à l'alinéa 1er, lui soit adressée par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux États contractants s'entendent pour admettre la communication directe entre leurs autorités respectives.

Article 2

La signification se fera par les soins de l'autorité compétente selon les lois de l'État requis. Cette autorité, sauf les cas prévus dans l'article 3, pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire qui l'accepte volontairement.

Article 3

La demande sera accompagnée de l'acte à signifier en double exemplaire.

Si l'acte à signifier est rédigé, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux États intéressés, ou s'il est accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues, l'autorité requise, au cas où le désir lui en serait exprimé dans la demande, fera signifier l'acte dans la forme prescrite par sa législation intérieure pour l'exécution de significations analogues, ou dans une forme spéciale, pourvu qu'elle ne soit pas contraire à cette législation. Si un pareil désir n'est pas exprimé, l'autorité requise cherchera d'abord à effectuer la remise dans les termes de l'article 2.

Sauf entente contraire, la traduction, prévue dans l'alinéa précédent, sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur assermenté de l'État requis.

Article 4

L'exécution de la signification, prévue par les articles 1, 2 et 3, ne pourra être refusée que si l'État, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 5

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'État requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou y être annexé.

Article 6

Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas:

1° à la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger;

2° à la faculté, pour les intéressés, de faire faire des significations directement, par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination;

3° à la faculté, pour chaque État, de faire faire directement, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées aux personnes se trouvant à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si des Conventions intervenues entre les États intéressés l'admettent ou si, à défaut de Conventions, l'État, sur le territoire duquel la signification doit être faite,

ne s'y oppose pas. Cet État ne pourra s'y opposer lorsque, dans les cas de l'alinéa 1er, numéro 3, l'acte doit être signifié sans contrainte à un ressortissant de l'État requérant.

Article 7

Les significations ne pourront donner lieu au remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'État requis aura le droit d'exiger de l'État requérant le remboursement des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel ou par l'emploi d'une forme spéciale dans les cas de l'article 3.

II. *Commissions rogatoires*

Article 8

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un État contractant pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser, par commission rogatoire, à l'autorité compétente d'un autre État contractant pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Article 9

Les commissions rogatoires seront transmises par le consul de l'État requérant à l'autorité qui sera désignée par l'État requis. Cette autorité enverra au consul la pièce constatant l'exécution de la commission rogatoire ou indiquant le fait qui en a empêché l'exécution.

Toutes les difficultés, qui s'élèveraient à l'occasion de cette transmission, seront réglées par la voie diplomatique.

Chaque État contractant peut déclarer, par une communication adressée aux autres États contractants, qu'il entend que les commissions rogatoires, à exécuter sur son territoire, lui soient transmises par la voie diplomatique.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux États contractants s'entendent pour admettre la transmission directe des commissions rogatoires entre leurs autorités respectives.

Article 10

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux États intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction, faite dans une de ces langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur assermenté de l'État requis.

Article 11

L'autorité judiciaire, à laquelle la commission rogatoire est adressée, sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'État requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés, s'il s'agit de la comparution des parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1° si l'authenticité du document n'est pas établie ;

2° si, dans l'État requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° si l'État, sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 12

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même État, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 13

Dans tout les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'article 11, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'article 12, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Article 14

L'autorité judiciaire, qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'État requis.

Article 15

Les dispositions des articles qui précèdent n'excluent pas la faculté, pour chaque État, de faire exécuter directement, par ses agents diplomatiques ou consulaires, les commissions rogatoires, si des Conventions intervenues entre les États intéressés l'admettent ou si l'État, sur le territoire duquel la commission rogatoire doit être exécutée, ne s'y oppose pas.

Article 16

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou de frais, de quelque nature que ce soit.

Toutefois, sauf entente contraire, l'État requis aura le droit d'exiger de l'État requérant le remboursement des indemnités payées aux témoins ou aux experts, ainsi que des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel, rendue nécessaire parce que les témoins n'ont pas comparu volontairement, ou des frais résultant de l'application éventuelle de l'article 14, alinéa 2.

III *Caution* « judicatum solvi »

Article 17

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des États contractants, ayant leur domicile dans l'un de ces États, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces États.

La même règle s'applique au versement, qui serait exigé des demandeurs ou intervenants, pour garantir les frais judiciaires.

Les Conventions, par lesquelles des États contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la caution *judicatum solvi* ou du versement des frais judiciaires sans condition de domicile, continueront à s'appliquer.

Article 18

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des États contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu, soit de l'article 17, alinéas 1 et 2, soit de la loi de l'État où l'action est intentée, seront, sur une demande, faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente, dans chacun des autres États contractants.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que deux États contractants s'entendent pour permettre que la demande d'exequatur soit aussi faite directement par le partie intéressée.

Article 19

Les décisions relatives aux frais et dêpens seront déclarées exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité, compétente pour statuer sur la demande d'exequatur, se bornera à examiner:

1° si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité;

2° si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée;

3° si le dispositif de la décision est rédigé, soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux États intéressés, ou bien s'il est accompagné d'une traduction, faite dans une de ces langues et, sauf entente contraire, certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'État requérant ou par un traducteur assermenté de l'État requis.

Pour satisfaire aux conditions, prescrites par l'alinéa 2, numéros 1 et 2 il suffira, soit d'une déclaration de l'autorité compétente de l'État requérant, constatant que la décision est passée en force de chose jugée, soit de la présentation des pièces dûment légalisées de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de l'autorité ci-dessus mentionnée sera, sauf entente contraire, certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la Justice dans l'État requérant. La déclaration et le certificat, dont il vient d'être parlé doivent être rédigés ou traduits conformément à la règle contenue dans l'alinéa 2, numéro 3.

L'autorité, compétente pour statuer sur la demande d'exequatur, évaluera, pourvu que la partie le demande en même temps, le montant des frais d'attestation, de traduction et de légalisation visés à l'alinéa 2, numéro 3. Ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

IV *Assistance judiciaire gratuite*

Article 20

En matière civile et commerciale, les ressortissants de chacun des États contractants seront admis dans tous les autres États contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'État où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Dans les États où existe l'assistance judiciaire en matière administrative, les dispositions, édictées dans l'alinéa ci-dessus, s'appliqueront également aux affaires, portées devant les tribunaux compétents en cette matière.

Article 21

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçue par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celles-ci, par les autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où ces dernières autorités n'appartiendraient pas à un État contractant et ne recevraient pas ou ne délivreraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivré ou reçue par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formulée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

Article 22

L'autorité, compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence, pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres États contractants.

L'autorité, chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite, conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis et de se faire donner, pour s'éclairer suffisamment, des informations complémentaires.

Article 23

Lorsque l'indigent se trouve dans un pays autre que celui, dans lequel l'assistance judiciaire gratuite doit être demandée, sa demande tendant à obtenir l'assistance judiciaire, accompagnée des certificats, déclarations d'indigence et, le cas échéant, d'autres pièces justificatives, utiles à l'instruction de la demande, pourra être transmise, par le consul de son pays, à l'autorité compétente pour statuer sur ladite demande, ou à l'autorité désignée par l'État où la demande doit être instruite.

Les dispositions, contenues dans l'article 9, alinéas 2, 3 et 4 et dans les articles 10 et 12 ci-dessus concernant les commissions rogatoires, sont applicables à la transmission des requêtes en obtention de l'assistance judiciaire gratuite et de leurs annexes.

Article 24

Si le bénéfice de l'assistance judiciaire a été accordé à un ressortissant d'un des États contractants, les significations, quelle qu'en soit la forme, relatives à son

procès, et qui seraient à faire dans un autre de ces États, ne donneront lieu à aucun remboursement de frais par l'État requérant à l'État requis.

Il en sera de même des commissions rogatoires, exception faite des indemnités payées à des experts.

V. *Délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil*

Article 25

Les indigents ressortissants d'un des États contractants pourront, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer gratuitement des extraits des actes de l'état civil. Les pièces nécessaires à leur mariage seront légalisées sans frais par les agents diplomatiques ou consulaires des États contractants.

VI. *Contrainte par corps*

Article 26

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers, appartenant à un des États contractants, dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. Un fait, qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays, pour obtenir la levée de la contrainte par corps, doit produire le même effet au profit du ressortissant d'un État contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

VII. *Dispositions finales*

Article 27

La présente Convention est ouverte à la signature des États représentés à la Septième Session de la Conférence de Droit International Privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas.

Il sera dressé de tout dépôt d'instruments de ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États signataires.

Article 28

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt du quatrième instrument de ratification prévu par l'article 27, alinéa 2.

Pour chaque État signataire, ratifiant postérieurement, la Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir de la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 29

La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les États qui l'auront ratifiée, la Convention relative à la procédure civile, signée à La Haye, le 17 juillet 1905.

Article 30

La présente Convention s'applique de plein droit aux territoires métropolitains des États contractants.

Si un État contractant en désire la mise en vigueur dans tout les autres territoires ou dans tels des autres territoires dont les relations internationales sont assurées par lui, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé auprès du Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie, certifiée conforme, à chacun des États contractants.

La Convention entrera en vigueur dans les rapports entre les États, qui n'élèveront pas d'objection dans les six mois de cette communication, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'État en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Article 31

Tout État, non-représenté à la Septième Session de la Conférence, est admis à adhérer à la presente Convention, à moins qu'un État ou plusieurs États ayant ratifié la Convention ne s'y opposent, dans un délai de six mois à dater de la communication faite, par le Gouvernement néerlandais, de cette adhésion. L'adhésion se fera de la manière prévue par l'article 27, alinéa 2.

Il est entendu que les adhésions ne pourront avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention, en vertu de l'article 28, alinéa 1.

Article 32

Chaque État contractant, en signant ou ratifiant la présente Convention ou en y adhérant, peut se réserver de limiter l'application de l'article 17 aux nationaux des États contractants ayant leur résidence habituelle sur son territoire.

L'État, qui aura fait usage de la faculté, prévue à l'alinéa précédent, ne pourra prétendre à l'application de l'article 17 par les autres États contractants qu'au bénéfice de ses nationaux ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'État contractant, devant les tribunaux duquel il sont demandeurs ou intervenants.

Article 33

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'article 28, alinéa 1er, de la présente Convention.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les États qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation. La dénonciation devra, au moins six mois avant l'expiration du terme, être notifiée au Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres États contractants.

La dénonciation peut se limiter aux territoire ou à certains des territoires indiqués dans une notification, faite conformément à l'article 30, alinéa 2.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres États contractants.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 1er mars 1954, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme,

sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États représentés à la Septième Session de la Conférence de La Haye de Droit International Privé.

Pour l'Autriche:
(s.) ERIC FILZ
1/3 1954

Pour la Belgique:
(s.) E. GRAEFFE
1. III. 1954

Pour le Danemark:

Pour l'Espagne:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord

Pour l'Italie:
(s.) C. CARUSO
1/3/1954

Pour le Japon:

Pour le Luxembourg:

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:
(s.) J. W. BEYEN
1-III-1954
(s.) J. LUNS
1-III-1954

Pour le Portugal:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO MINISTERIALE 8 gennaio 1957.

Conferma del presidente e composizione del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per l'addestramento ed il perfezionamento dei lavoratori dell'industria.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1949, n. 393, che ha approvato il nuovo statuto dell'Istituto nazionale per l'addestramento ed il perfezionamento dei lavoratori dell'industria;

Visto il proprio decreto 20 giugno 1954, concernente la nomina del presidente e del Consiglio di amministrazione dell'Ente suddetto;

Ritenuta la necessità di procedere alla rinnovazione, per scaduto biennio, del predetto Consiglio di amministrazione;

Viste le designazioni fatte dagli organi e dalle organizzazioni sindacali competenti;

Decreta:

Art. 1.

Il dott. Marcello Valentini è confermato presidente dell'Istituto nazionale per l'addestramento ed il perfezionamento dei lavoratori dell'industria.

Art. 2.

Il Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per l'addestramento ed il perfezionamento dei lavoratori dell'industria è composto, oltre che dal presidente, dai seguenti membri:

on. dott. Cuzzaniti Roberto, dott. Angeletti Luigi, Polotti Giulio, in rappresentanza dei lavoratori dell'industria;

cav. lav. Benigni Attilio, ing. Sepe-Quarta Giovanni, in rappresentanza degli industriali;

cav. Conti Fernando, in rappresentanza degli esercenti aziende artigiane;

avv. Verzili Danilo, in rappresentanza dei dirigenti di aziende industriali,

dott. Altarelli Angelo, direttore generale dell'Occupazione e dell'addestramento professionale;

dott. Purpura Rosario, direttore generale dei rapporti di lavoro;

ing. Pantaleo Mario, direttore generale dell'istruzione tecnica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 gennaio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(511)

DECRETO MINISTERIALE 8 gennaio 1957.

Costituzione del Collegio dei sindaci dell'Istituto nazionale per l'addestramento ed il perfezionamento dei lavoratori dell'industria.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1949, n. 393, con il quale è stato approvato il nuovo statuto dell'Istituto nazionale per l'addestramento ed il perfezionamento dei lavoratori dell'industria;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 29 gennaio 1951, n. 50, con il quale è stato modificato l'art. 9 dello statuto predetto;

Visto il proprio decreto 20 giugno 1954, con il quale è stato nominato il Collegio dei sindaci del suddetto Istituto;

Ritenuta la necessità di procedere alla rinnovazione, per scaduto biennio, del predetto Collegio dei sindaci;

Viste le designazioni effettuate dagli organi e dalle organizzazioni sindacali competenti;

Decreta:

Il Collegio dei sindaci dell'Istituto nazionale per l'addestramento ed il perfezionamento dei lavoratori dell'industria è costituito dai seguenti membri:

Visconti dott. Giovanni, in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale, presidente;

Balocco dott. Carlo, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Ravizza rag. Arcilio, in rappresentanza dei lavoratori dell'industria;

Emiliani rag. Paolo, in rappresentanza degli industriali.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 gennaio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(512)

DECRETO MINISTERIALE 8 gennaio 1957.

Conferma in carica del presidente e composizione del Consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale per l'addestramento dei lavoratori del commercio.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il regio decreto 4 giugno 1938, n. 826, con il quale è stato giuridicamente riconosciuto l'Ente nazionale per l'addestramento dei lavoratori del commercio.

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1949, n. 387, che ha approvato alcune modifiche allo statuto dell'Ente suddetto;

Visto il proprio decreto 1° ottobre 1954, concernente la nomina del presidente e del Consiglio di amministrazione dell'Ente suddetto;

Ritenuta la necessità di procedere alla rinnovazione, per scaduto biennio, delle cariche anzidete;

Viste le designazioni effettuate dagli organi e dalle associazioni sindacali competenti;

Decreta:

Art. 1.

L'on. Giuseppe Antonio Rapelli è confermato presidente dell'Ente nazionale per l'addestramento dei lavoratori del commercio.

Art. 2.

Il Consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale per l'addestramento dei lavoratori del commercio è composto, oltre che dal Presidente, dai seguenti membri:

Palazzi Gastone e Pettinelli Giulio, in rappresentanza dei lavoratori del commercio;

Carli Attilio, in rappresentanza dei lavoratori del turismo e dell'ospitalità;

Vesentini Alfonso, in rappresentanza dei lavoratori dipendenti da aziende artigiane;

Monteleone prof. Tommaso e Aliotta comm. Vincenzo, in rappresentanza dei commercianti;

Signorini Eugenio, in rappresentanza dei datori di lavoro del turismo e dell'ospitalità;

Cesolari comm. Alessandro, in rappresentanza degli esercenti aziende artigiane;

Azzolini dott. Corrado, in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Petronio dott. Mario, in rappresentanza del Ministero della pubblica istruzione;

Grassi prof. Candido e Soave dott. Ettore, esperti

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 gennaio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(513)

DECRETO MINISTERIALE 8 gennaio 1957.

Costituzione del Collegio sindacale dell'Ente nazionale per l'addestramento dei lavoratori del commercio.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il regio decreto 4 giugno 1938, n. 826, con il quale è stato giuridicamente riconosciuto l'Ente nazionale per l'addestramento dei lavoratori del commercio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1949, n. 387, che ha approvato alcune modifiche allo statuto dell'Ente suddetto;

Visto il proprio decreto 1° ottobre 1954, concernente la nomina dei componenti del Collegio sindacale dell'Ente suddetto;

Ritenuta la necessità di procedere alla rinnovazione, per scaduto biennio, del predetto Collegio sindacale;

Viste le designazioni effettuate dalle organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

Il Collegio sindacale dell'Ente nazionale per l'addestramento dei lavoratori del commercio è costituito dai seguenti membri:

Buccafurri dott. Giulio, in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Pagani Umberto, in rappresentanza dei lavoratori del commercio;

Meledandri Enrico, in rappresentanza dei commercianti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 gennaio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(514)

DECRETO MINISTERIALE 10 gennaio 1957.

Messa in liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa operaia edilizia di lavoro « La Montesina », con sede in Montese, e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze della ispezione straordinaria eseguita alla Società cooperativa edilizia di lavoro « La Montesina », con sede in Montese, dalle quali si rileva lo stato d'insolvenza dell'Ente predetto, nonchè gravi irregolarità amministrative e contabili;

Udito, in via d'urgenza, il Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19, lettera *b*) del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;

Ritenuta la necessità di sottoporre la Cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa, per insufficienza di attivo;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa operaia edilizia di lavoro « La Montesina », con sede in Montese, costituita con atto 20 febbraio 1950 del notaio Pasquale Tondi, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 197 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267

Il geom. Copernico Milani è nominato commissario liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 gennaio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(485)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

DIREZIONE DEI SERVIZI DI VIGILANZA DELLA PRODUZIONE E DEL COMMERCIO DEI MEDICINALI

Elenco dei presidi medici e chirurgici nazionali ed esteri registrati durante l'anno 1° gennaio-31 dicembre 1955

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEL PRESIDIO	SPECIE	DITTA	SEDE	Numero registrazione
1	*Acarfit*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1820
2	*Acarie Siapa*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1762
3	*Acarin DNC*	Antiparassitario uso agricolo	Aziende Agrarie	Trento	1909
4	*Acarol*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1717
5	*Acarol B*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1874
6	*Acrin L*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1749
7	*Acrin P*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1750
8	*Acrin P* 6	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1721
9	*Actosin*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Giac	Milano	1781
10	*Adacus* 2	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1740
11	*Adacus* 10	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1741
12	*Adorifora*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1758
13	*Aficida Bonu*	Antiparassitario uso agricolo	Lab. Agr. Fitoterapico	Torino	1910
14	*Agrocide W.P.* inodoro	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1849
15	*Agrofos*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1771
16	*Agrumin*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ovac	Milano	1819
17	*Agrumol*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1714
18	*Akar* 338	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Geigy	Milano	1823
19	*Aldrin Cano acricida*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1866
20	*Aldrina* 6 %	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1728
21	*Aldrin Cano*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1743
22	*Aldrin Cano* 20% W.P.	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1755
23	*Aldrin* 2 % polvere	Antiparassitario uso agricolo	Shell Italiana	Genova	1903
24	*Aldrin* 25	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1796
25	*Aldrin* 50 iniettabile	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1787
26	*Antidacol De Cillis*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1905
27	*Antidorifora Caffaro*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Elettrica ed Elettrochimica del Caffaro	Milano	1851
28	*Antiparassitario oleoso*	Antiparassitario uso agricolo	G. Cesari e Figli	Boschi di Baricella (Bologna)	1847
29	*Apparecchio Slips*	Cinto erniario	Di Nenna Luigi	Roma	1828
30	*Apparecchio speciale per contenzione ernia*	Cinto erniario	A. Zecchi	Torino	1805
31	*Apparecchio Tip Tap*	Cinto erniario	Di Nenna Luigi	Roma	1829
32	*Ared*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1821
33	*Arseniato di piombo colloidale*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1833
34	*Arseniato di piombo Grasselli*	Antiparassitario uso agricolo	Dott. A. Garzanti	Milano	1878
35	*Arsenosacit D*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sacit	Torino	1846
36	*Artem*	Topicida	Soc. Taricco	Torino	1754
37	*Arviclor OE* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1815
38	*Arviclor PB* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1811
39	*Atox topicida*	Topicida uso domestico	Soc. Taricco	Torino	1764
40	*Atripan*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1884
41	*Azol*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Elettrica ed Elettrochimica del Caffaro	Milano	1893
42	*Bariotiol*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1725
43	*Basudin emulsione*	Antiparassitario usò agricolo	Soc. Geigy	Milano	1826
44	*Bromet*	Disinfettante cereali	Soc. Chimica Ostiense	Roma	1896
45	*Cariefit*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1723

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEL PRESIDIO	SPECIE	DITTA	SEDE	Numero registrazione
46	*Cariotox*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1742
47	*Carposan* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1803
48	*Cloresene* 10 %	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Elettrica ed Elettrochimica del Caffaro	Milano	1799
49	*Cloresene* 20 %	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Elettrica ed Elettrochimica del Caffaro	Milano	1848
50	*Clorograno*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1864
51	*Cytox* 75	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1760
52	*Dachicida Berlese*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1825
53	*Dachicida Caffaro*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Elettrica ed Elettrochimica del Caffaro	Milano	1752
54	*Dachicida Pearson*	Antiparassitario uso agricolo	Ditta Pearson	Genova-Sampierdarena	1802
55	*Diacrin*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1735
56	*Diacrin P*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1751
57	*Dialben*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Dianos	Milano	1769
58	*DC-4*	Disinfettante	Labor. Dott. Dalcin	Milano	1891
59	*Didifos* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1789
60	*Didit* 10 %	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1857
61	*Dieldrina E* 25	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1777
62	*Dieldrin Cano*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1763
63	*Dientox* 20 *emulsione*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1870
64	*Dientox* 50 p.b.	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1869
65	*Dientox* polvere	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1816
66	*Ditiram*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1867
67	*Domeboro Tabs*	Pastiglie per soluzione astringente e protettiva	Soc. Farchem	Milano	1894
68	*Dorifuga*	Antiparassitario uso agricolo	Consorzio Agrario Provinciale	Como	1792
69	*Doritox*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1724
70	*D.D.T Superkill*	Insetticida domestico	Soc. V.E.L.A.	Bologna	1739
71	*D.D.T. Superkill* superpotenziato	Insetticida domestico	Soc. V.E.L.A.	Bologna	1873
72	*Ecatox* polvere	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sandoz	Milano	1782
73	*Elosal* (zolfo bagnabile)	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Emelfa	Milano	1860
74	*Emulsionabile A*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1807
75	*Emmaton* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1844
76	*Entox* 20	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1737
77	*Entox* 25	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1738
78	*Entox* polvere	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1747
79	*Eptacloro* E.25	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1727
80	*Erbicida totale*	Diserbante	Soc. Siapa	Roma	1761
81	*Etaldyn*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1861
82	*Esasiapa forte*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1730
83	*Esso Spray* invernale giallo	Antiparassitario uso agricolo	Esso Standar It.	Roma	1720
84	*Exal forte*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1858
85	*Fitoclor H* 25	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1812
86	*Fitoclor H*/10	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1744
87	*Fitodieldrin* 5	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1788
88	*Fitodieldrin* 25	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1790
89	*Fitodieldrin* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1808
90	*Fitofos* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1768
91	*Fitofos* polvere	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1791

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEL PRESIDIO	SPECIE	DITTA	SEDE	Numero registrazione
92	*Fitogamma cereali*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1798
93	*Fitogamma extra*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1793
94	*Fitogamma extra OE*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1809
95	*Fitogamma inodoro*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1794
96	*Fitogamma OE* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1800
97	*Fitogamma P* 20	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1801
98	*Flor dieldrin*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sariaf	Faenza	1774
99	*Formep*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1722
100	*Formotetronio Medisan*	Disinfettante	Soc. Medisan	Torino	1765
101	*Fosforol*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. J. & A. Margesin	Lana d'Adige	1876
102	*Fruttomin*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. J. & A. Margesin	Lana d'Adige	1813
103	*Fumette* I *e* II	Insetticida	Soc. Cofa	Milano	1901
104	*Gammacano terra*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1732
105	*Gammaterra Bayer*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Cofa	Milano	1753
106	*Gammexane* v.d.	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1766
107	*Geofit*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1734
108	*Giallo Spray*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sariaf	Faenza	1837
109	*Giallolio*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1736
110	*G.B.* 16	Insetticida	Soc. r.l. Gaetano Botti	Roma	1810
111	*Geodrin P. B.* 20	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1795
112	*Geo eptacloro*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1729
113	*Geotex*	Antiparassitario uso agricolo	Az. Agrarie	Trento	1887
114	*Germicina* 23	Disinfettante	Soc. Inchital	Treviso	1888
115	*Guttalin*	Insetticida liquido	Soc. E. Pessi	Padova	1897
116	*Holfidal* bagnabile	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ernelfa	Milano	1767
117	*Idrosolfo ramato*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1830
118	*I.M.* 40	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1759
119	*Insetticida Flyex*	Insetticida	Soc. Ritter	Roma	1827
120	*Legnosan*	Disinfettante del legno	Soc. Siapa	Roma	1818
121	*Limesca*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1757
122	*Lindagrano*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1854
123	*Lindane* 0,7	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Philips Roxane	Milano	1904
124	*Lindane* 10 %	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Philips Roxane	Milano	1834
125	*Malatox*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1748
126	*Marlate*	Antiparassitario uso agricolo	Dott A. Garzanti	Milano	1881
127	*M.* 555	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1859
128	*Micosin Konz*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ovac	Milano	1853
129	*Microzolfo*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. p.A. Rumianca	Torino	1908
130	*Minitrol* 75	Antiparassitario uso agricolo	Soc. J. F Ammon	Bolzano	1882
131	*Mitox*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1715
132	*Muscadit* 60	Insetticida domestico	Soc. Sipcam	Milano	1835
133	*Nastro moschicida Caffaro*	Moschicida	Soc. Caffaro	Milano	1875
134	*Nemacid*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1832
135	*Nicogen*	Antiparassitario uso agricolo	Az. Agrarie	Trento	1831
136	*Nicol*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Elettrica ed Elettrochimica del Caffaro	Milano	1850
137	*Octamul*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1797
138	*Oko* compresse	Insetticida	Soc. Cofa	Milano	1900
139	*Oleofos* 10	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1778
140	*Oleofos* 20	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1779
141	*Ossidulo di rame*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1731
142	*Ovokil* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1770
143	*Ovokil emulsione*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1865
144	*Ovokil W.P*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Solplant	Milano	1817
145	*Ovotox*	Antiparassitario uso agricolo	Az. Agrarie	Trento	1879
146	*Parafene*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1895
147	*Parafos* 20	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Amonn	Bolzano	1855
148	*Pasta al DDT Carbatione*	Insetticida	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1871
149	*Pasta OSM* 55	Pasta insetticida	Soc. Montecatini	Milano	1907

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEL PRESIDIO	SPECIE	DITTA	SEDE	Numero registrazione
150	*Perfektan Gammastaub*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ovac	Milano	1911
151	*Perfektan liquido*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ovac	Milano	1912
152	*Perfektan* Spritz pulver	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ovac	Milano	1902
153	*Penadit*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1718
154	*Perossile*	Disinfettante	Soc. Prod. Erma	Milano	1716
155	*Pinoform*	Disinfettante	Soc. New Pinea	Cervia (Ravenna)	1733
156	*Pol Flag*	Insetticida	Soc. Sariaf	Faenza	1785
157	*Polibar*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bario e Derivati	Milano	1806
158	*Pomarsol*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Cofa	Milano	1775
159	*Racumin*	Polvere rasticida	Soc. Cofa	Milano	1773
160	*Rameina* 10%	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Elettrica ed Elettrochimica del Caffaro	Milano	1892
161	*Razzia L 47* (già Razzial)	Insetticida	S.p.A. Razzia	Milano	1877
162	*Roccal antisettico* (*Winthrop*)	Disinfettante	Ist. Terapeutico Romano	Roma	1824
163	*Saccaro Arsenina*	Rasticida	Labor. Chimico Polesano	Rovigo	1852
164	*Silmurin*	Rasticida	Soc. Sandoz	Milano	1845
165	*Sistemite*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1804
166	*Shell Aldrin* 1,5 % polvere	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Shell Italiana	Genova	1841
167	*Shell Aldrin* 5 % polvere	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Shell Italiana	Genova	1840
168	*Shell Dieldrin* 1,5 %	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Shell Italiana	Genova	1839
169	*Shell Dieldrin* 20 % emulsione	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Shell Italiana	Genova	1842
170	*Shell gBP Soil Fumigant*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Shell Italiana	Genova	1776
171	*Shell Weedkiller W*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Shell Italiana	Genova	1814
172	*Sipp*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Leonardi e Alev	Catania	1780
173	*Sofril*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1868
174	*Solfobar* Romagna	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Siapa	Roma	1772
175	*Solfogel*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sariaf	Faenza	1784
176	*Sterifene*	Pasta disinfettante	Soc. Cibe	Empoli	1838
177	*Super Cloresene Caffaro*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Elettrica ed Elettrochimica del Caffaro	Milano	1756
178	*Superdit*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1862
179	*Superdit* 50	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1863
180	*Super Gammisomero*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sariaf	Faenza	1786
181	*Supergex* p.b.	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Bombrini Parodi Delfino	Roma	1872
182	*Superpolvere Cano*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Bologna	1898
183	*Tetrafos* 900	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sipcam	Milano	1726
184	*Tetranicon*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sariaf	Faenza	1843
185	*Tintura Metafhen*	Disinfettante	Soc. Abbott It.	Roma	1890
186	*Tiezene*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1906
187	*Tioflor*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Sariaf	Faenza	1836
188	*Thiofrutt*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. J. e A. Margesin	Lana d'Adige	1889
189	*Thio ALM*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Raffineria Almagià	Roma	1746
190	*Thiofrutt ramato*	Antiparassitario uso agricolo	Ditta Margesini	Bolzano	1880
191	*Tugon* disco insetticida	Insetticida e moschicida	Soc. Cofa	Milano	1899
192	*Vernolio*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Prod. Cano	Milano	1783
193	*Zolfo bagnabile ramato*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Ravit	Milano	1856
194	*Zolfo bagnabile Pes*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Pace & Severi	Pescara	1745
195	*Zolfo colloidale Montecatini*	Antiparassitario uso agricolo	Soc. Montecatini	Milano	1719
196	*Zolfo spruzzabile ramato*	Antiparassitario uso agricolo	Ditta Pasquale Mormino e F.	Termini Imerese (Palermo)	1822

(153)

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Diffida per smarrimento di ordini di pagamento a favore del Prefetto di Trieste

L'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica avvisa che fu dichiarato lo smarrimento del titolo indicato nel seguente prospetto:

specie del titolo: mandato di pagamento; estremi del titolo: n. 175-3. dell'esercizio 1954-55, residui 1947-48; bilancio e capitolo di spesa: Ministero del tesoro, rubrica Presidenza del Consiglio dei Ministri, capitolo 316-6; Amministrazione od ufficio da cui fu emesso: ufficio del Ministero del tesoro; titolare del titolo Prefetto di Trieste; oggetto: contributi alle Scuole assistenti sanitarie visitatrici. Rimborso sospesi A.M.G.; importo di L. 25.970, nette L. 25.970.

Invita quindi chiunque avesse rinvenuto o rinvenisse il titolo sopra indicato a farlo pervenire subito all'ufficio del Ministero del tesoro, via Marsala, 58 Roma.

In caso diverso, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, ne verrà rilasciato un duplicato a norma dell'art. 471 del regolamento di contabilità generale dello Stato, approvato con decreto 23 maggio 1942, n. 827.

L'Alto Commissario: TESSITORI

L'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica avvisa che fu dichiarato lo smarrimento del titolo indicato nel seguente prospetto:

specie del titolo: mandato di pagamento; estremi del titolo: n. 8-5, dell'esercizio 1954-55, residui 1947-48; bilancio e capitolo di spesa Ministero del tesoro, rubrica Presidenza del Consiglio dei Ministri, capitolo 318-1; Amministrazione od ufficio da cui fu emesso: ufficio del Ministero del tesoro; titolare del titolo: Prefetto di Trieste; oggetto: spese. Sanità marittima. Rimborso sospesi A.M.G.; importo di L. 5074, nette L. 5074.

Invita quindi chiunque avesse rinvenuto o rinvenisse il titolo sopra indicato a farlo pervenire subito all'ufficio del Ministero del tesoro, via Marsala, 58 Roma.

In caso diverso, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, ne verrà rilasciato un duplicato a norma dell'art. 471 del regolamento di contabilità generale dello Stato, approvato con decreto 23 maggio 1942, n. 827.

L'Alto Commissario: TESSITORI

L'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica avvisa che fu dichiarato lo smarrimento del titolo indicato nel seguente prospetto:

specie del titolo: mandato di pagamento; estremi del titolo n. 36-26, dell'esercizio 1954-55, residui 1947-48; bilancio e capitolo di spesa. Ministero del tesoro, rubrica Presidenza del Consiglio dei Ministri, capitolo 322-1; Amministrazione od ufficio da cui fu emesso: ufficio del Ministero del tesoro; titolare del titolo: Prefetto di Trieste; oggetto: assistenza infermi poliomielitici. Rimborso sospesi A.M.G.; importo di L. 376.125, nette L. 376.125.

Invita quindi chiunque avesse rinvenuto o rinvenisse il titolo sopra indicato a farlo pervenire subito all'ufficio del Ministero del tesoro, via Marsala, 58 Roma.

In caso diverso, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, ne verrà rilasciato un duplicato a norma dell'art. 471 del regolamento di contabilità generale dello Stato, approvato con decreto 23 maggio 1942, n. 827.

L'Alto Commissario: TESSITORI

L'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica avvisa che fu dichiarato lo smarrimento del titolo indicato nel seguente prospetto:

specie del titolo mandato di pagamento; estremi del titolo: n. 174-49, dell'esercizio 1954-55, residui 1947-48; bilancio e capitolo di spesa: Ministero del tesoro, rubrica Presidenza del Consiglio dei Ministri, capitolo 298-1; Amministrazione od ufficio da cui fu emesso: ufficio del Ministero del tesoro; titolare del titolo Prefetto di Trieste; oggetto: cura e mantenimento venerei. Rimborso sospesi A.M.G.; importo di lire 2.000.000, nette L. 2.000.000.

Invita quindi chiunque avesse rinvenuto o rinvenisse il titolo sopra indicato a farlo pervenire subito all'ufficio del Ministero del tesoro, via Marsala, 58 Roma.

In caso diverso, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, ne verrà rilasciato un duplicato a norma dell'art. 471 del regolamento di contabilità generale dello Stato, approvato con decreto 23 maggio 1942, n. 827.

L'Alto Commissario: TESSITORI

(479)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur

In data 10 gennaio 1957 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Mario Eduardo Corcuera Ibañez, Console aggiunto presso il Consolato argentino a Roma.

(460)

In data 10 gennaio 1957 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Alejandro Vicente Urdapilleta, Console aggiunto presso il Consolato argentino a Roma.

(461)

In data 10 gennaio 1957 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Domenico Norero, Vice console onorario della Repubblica dell'Equatore a Chiavari.

(464)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Enrico Beghè nato a Milano il 10 settembre 1913, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in chimica rilasciatogli dalla Università di Pavia in data 24 gennaio 1939 a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1937-38.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Pavia.

(449)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità ed interessi dovuti per terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Con decreti Ministeriali in data 15 ottobre 1956, sono state determinate in via definitiva le indennità e i relativi interessi dovuti per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza dei decreti Presidenziali per ciascuno indicati.

L'avviso di cui al primo comma della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione delle predette indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 198 dell'8 agosto 1956, senza opposizioni nei termini.

Le predette indennità ed interessi verranno corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal tribunale competente, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

Numero d'ordine	Numero del decreto	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata Ha.	Decreto Presidenziale di espropriazione				Ammontare indennità	Ammontare indennità arrotondato (art. 1 legge 11 febbraio 1952, n. 70) (capitale nominale)	Ammontare degli interessi (arrotondato)	Registrazione alla Corte dei conti			Istituto presso cui vengono depositati i titoli del P. R. F.	TESORERIA
					N.	Data	Gazzetta Ufficiale N.	Gazzetta Ufficiale Data	Lire	Lire	Lire	Data	Registro Agricoltura N.	Foglio		
		Ente Puglia e Lucania														
1	2097/1	AIELLO Luigi fu Francesco	Tursi	6.91.16	2999	29-11-52	9 s.o.	13- 1-53	396.057	395.000	55.000	1-12-56	26	394	Banco di Napoli Sede di Bari	Bari
2	2106/10	BERLINGIERI Lucia di Alfredo	Foggia	54.71.69	778	27- 5-52	162 s.o.	15- 7-52	4.579.805	4.575.000	870.000	1-12-56	26	395	Id.	Id.
3	2107/11	BERLINGIERI Maria di Alfredo	Foggia	102.54.43	292	2- 4-52	93 s.o.2	19- 4-52	11.464.453	11.460.000	2.380.000	1-12-56	26	389	Id.	Id.
4	2108/12	BRUNETTI Francesco fu Giuseppe	Spinazzola	1.44.69	4310	28-12-52	19 s.o.6	24- 1-53	145.702	145.000	20.000	5-12-56	27	104	d.	Id.
5	2109/13	BRUNETTI Giovanni fu Giuseppe	Spinazzola	5.45.60	2628	29-11-52	7 s.o.2	10- 1-53	549.424	545.000	85.000	5-12-56	27	103	Id.	Id.
6	2110/14	BRUNO Luigi fu Federico	Manfredonia	122.41.33	5	24- 1-53	21 s.o.	27- 1-53	12.730.983	12.730.000	1.845.000	5-12-56	27	102	Id.	Id.
7	2112/16	CAFIERO Ida fu Nicola	Stornara	9.89.71	4240	28-12-52	19 s.o.6	24- 1-53	801.668	800.000	120.000	5-12-56	27	101	Id.	Id.
8	2113/17	CAIONE Girolamo fu Leonardo	Ascoli Satriano	4.27.39	2629	29-11-52	7 s.o.2	10- 1-53	376.601	375.000	55.000	5-12-56	27	100	Id.	Id.
9	2115/19	CASILLO Pasquale fu Francesco	Apricena	19.98.21	3353	18-12-52	14 s.o.1	19- 1-53	1.539.792	1.535.000	230.000	5-12-56	27	99	Id.	Id.
10	2116/20	CEZZI Giovanni fu Francesco	Brindisi	56.38.60	4019	28-12-52	18 s.o.1	23- 1-53	17.287.884	17.285.000	2.630.000	5-12-56	27	98	Id.	Id.
11	2117/21	CASILLO Salvatore fu Francesco	Manfredonia	363.22.64	3357	18-12-52	14 s.o.1	19- 1-53	32.507.389	32.505.000	5.370.000	5-12-56	27	97	Id.	Id.
12	2118/22	CHIRO' Giuseppe fu Francesco	Poggio Imperiale	103.77.77	2038	19-11-52	294 s.o.2	19-12-52	6.960.862	6.960.000	1.165.000	5-12-56	27	96	Id.	Id.
13	2119/23	CIANCIOTTA Angelo Antonio fu Antonio	Spinazzola	19.45.91	2290	19-11-52	295 s.o.3	20-12-52	1.959.537	1.955.000	315.000	5-12-56	27	95	Id.	Id.
14	2121/25	CONTI Agostino fu Giovanni	Manfredonia	1.47.71	4315	28-12-52	19 s.o.6	24- 1-53	119.647	115.000	15.000	5-12-56	27	94	Id.	Id.
15	2122/26	CORLETO Vincenzo di Luigi	Grottole	19.81.23	2296	19-11-52	295 s.o.3	20-12-52	1.442.234	1.440.000	230.000	5-12-56	27	93	Id.	Id.
16	2123/27	CROCE Alda, Elena, Lidia e Silvia di Benedetto	Foggia	3.12.47	4300	28-12-52	19 s.o.6	24- 1-53	349.341	345.000	50.000	5-12-56	27	92	Id.	d.
17	2124/28	CURATO Francesco Paolo fu Roberto	Lucera	1.31.43	4247	28-12-52	19 s.o.6	24- 1-53	88.193	85.000	10.000	5-12-56	27	91	Id.	Id.

Roma, addì 14 gennaio 1957

Visto, p. *il Ministro*: COBIANCHI

(387)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità ed interessi dovuti per terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti Ministeriali in data 15 ottobre 1956, sono state determinate in via definitiva le indennità e i relativi interessi dovuti per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza dei decreti Presidenziali per ciascuna indicati.

L'avviso di cui al primo comma della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione delle predette indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 198 dell'8 agosto 1956, n. 207, del 20 agosto 1956 e n. 212 del 25 agosto 1956, senza opposizioni nei termini.

Le predette indennità ed interessi verranno corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal tribunale competente, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata Ha.	Decreto Presidenziale di espropriazione				Decreto Ministeriale liquidazione indennità				Ammontare indennità arrotondato	Ammontare interessi arrotondato	Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA
				N.	Data	Gazzetta Ufficiale N.	Gazzetta Ufficiale Data	In data 15 ottobre 1956 Numero	Registrazione alla Corte dei conti Data	Reg. Agric. N.	Reg. Agric. Foglio	Lire	Lire		
	Ente Puglia e Lucania														
1	Eredi di PETRILLI Paolo fu Achille	Poggio Imperiale	159.71.46	936	25-6-52	173 s.o.	28-7-52	2144/48	19-12-56	28	210	15.430.000 —	2.930.000 —	Banco di Napoli Sede di Bari	Bari
2	CIRILLO Felice fu Michele	Ascoli Satriano	43.58.84	4020	28-12-52	18 s.o.1	23-1-53	2189/93	19-12-56	28	211	1.540.000 —	225.000 —	Id.	Id.
3	D'AMELY Giovan Battista fu Francesco Saverio	Toritto	21.49.17	2410	28-11-52	302 s.o.1	31-12-52	2191/95	19-12-56	28	212	5.925.000 —	850.000 —	Id.	d.
4	DE SANGRO Giuseppe di Riccardo	Mottola	810.07.93	3457	27-12-52	14 s.o.3	19-1-53	2196/100	19-12-56	28	213	47.800.000 —	7.520.000 —	Id.	Id.
5	DE SANGRO Riccardo fu Giuseppe	Mottola	223.49.85	1259	4-11-51	276 s.o.	30-11-51	2197/101	19-12-56	28	214	9.560.000 —	2.145.000 —	Id.	Id.
6	POLINI Ferdinando fu Giuseppe Antonio	Gravina	48.56.25	—	1-3-55	142	22-6-55	2218/122	19-12-56	28	215	4.375.000 —	185.000 —	Id.	Id.
7	POLINI Maria fu Giuseppe Antonio, in PELLICCIARI	Gravina	119.05.26	—	1-3-55	141	21-6-55	2219/123	19-12-56	28	216	7.655.000 —	325.000 —	Id.	Id.
8	DE SANGRO Riccardo fu Giuseppe	Mottola	438.13.88	3661	27-12-52	15 s.o.2	20-1-53	2231/135	19-12-56	28	217	27.805.000 —	4.585.000 —	Id.	Id.
9	GIOVINAZZI Maria fu Nicola e SAVINO Emma di Vito	Castellaneta	345.82.21	927	25-6-52	173 s.o.	28-7-52	2232/136	19-12-56	28	218	24.280.000 —	4.625.000 —	Id.	Id.

Roma, addì 14 gennaio 1957

Visto, p. *il Ministro*: COBIANCHI

(388)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 20

Corso dei cambi del 24 gennaio 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napo	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,95	624,93	624,94	624,97	624,80	624,90	624,95	624,93	624,95	624,92
$ Can.	650,50	650 —	650,50	651 —	650 —	650 —	650,875	650,125	650,625	650,51
Fr. Sv. lib.	145,76	145,76	145,77	145,79	145,72	145,75	145,77	145,76	145,76	145,75
Kr. D.	90,75	90,75	90,72	90,71	90,73	90,75	90,73	90,72	90,73	90,75
Kr. N.	88 —	87,90	88 —	87,96	88 —	88 —	88 —	88 —	88 —	88 —
Kr. Sv.	121,37	121,31	121,37	121,37	121,30	121,35	121,355	121,35	121,34	121,35
Fol.	165,03	165 —	165 —	165,025	165 —	165 —	165,01	165,03	165,02	165 —
Fr. B.	12,52	12,5225	12,525	12,52625	12,5225	12,52	12,52	12,525	12,52	12,52
Fr. Fr.	178,45	178,40	178,49	178,485	178,45	178,45	178,49	178,48	178,46	178,47
Fr. Sv. acc.	143,37	143,33	143,35	143,38	143,37	143,35	143,38	143,37	143,38	143,35
Lst.	1760 —	1759,125	1759,75	1759,375	1759 —	1758 —	1759,375	1759,50	1760,125	1759,25
Dm. occ.	149,84	149,82	149,84	149,84	149,80	149,85	149,84	149,84	149,84	149,82
Sceil. Aust.	24,17	24,17	24,17	24,1625	24,15	24,15	24,175	24,1625	24,18	24,16

Media dei titoli del 24 gennaio 1957

Rendita 3,50 % 1906	60 —
Id. 3,50 % 1902	57,35
Id. 5 % 1935	87,65
Redimibile 3,50 % 1934	80,325
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,35
Id. 5 % (Ricostruzione)	87,675
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	80,35
Id. 5 % 1936	95,025
Id. 5 % (Città di Trieste)	80,725
Id. 5 % (Beni Esteri)	78,75

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	96,50
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	95,475
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94,775
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	94,50
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	94,375
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	94,425
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	94,475

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 24 gennaio 1957

1 Dollaro USA	624,96
1 Dollaro canadese	650,937
1 Franco svizzero lib.	145,78
1 Corona danese	90,72
1 Corona norvegese	87,98
1 Corona svedese	121,362
1 Fiorino olandese	165,017
1 Franco belga	12,523
100 Franchi francesi	178,487
1 Franco svizzero acc.	143,38
1 Lira sterlina	1759,375
1 Marco germanico	149,84
1 Scell. aust.	24,169

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto Lit. 1794,55 per una lira egiziana

Nel Bollettino n. 14 del 17 gennaio 1957, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 16 del 18 gennaio 1957, il corso della « Lst. », presso la Borsa di Roma, indicato in Lit. 1760,562 deve intendersi rettificato in Lit. 1760,625.

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 11.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni

Numero ordinale portato dalla ricevuta 179 — Data 10 gennaio 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta Tesoreria provinciale di Lucca — Intestazione: Panelli Michele fu Gabriele — Titoli del Debito pubblico Al portatore 6 — Capitale L. 600.

Numero ordinale portato dalla ricevuta 1868 — Data: 9 settembre 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta Tesoreria provinciale di Torino — Intestazione Novarese Maria - Titoli del Debito pubblico: Al portatore 1 — Capitale L. 500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta 174 — Data: 2 marzo 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta Tesoreria provinciale di Latina — Intestazione: Boccia Angelo fu Pasquale - Titoli del Debito pubblico: Al portatore 2 — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 518 — Data: 17 marzo 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di La Spezia - Intestazione: Lombardi Lloyd fu Pietro — Titoli del Debito pubblico: Al portatore 2 — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 519 — Data: 17 marzo 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di La Spezia - Intestazione: Lombardi Lloyd fu Pietro — Titoli del Debito pubblico: Al portatore 1 — Capitale L 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 520 — Data: 17 marzo 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di La Spezia - Intestazione: Lombardi Lloyd fu Pietro - Titoli del Debito pubblico: Al portatore 4 — Capitale L. 1300.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 217 — Data: 2 ottobre 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Foggia — Intestazione: Cappiello Ileana fu Ernesto — Titoli del Debito pubblico: Al portatore 2 — Capitale L. 7000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 508 — Data: 5 giugno 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Brindisi — Intestazione: D'Aversa Giovanni — Titoli del Debito pubblico: Al portatore 8 — Capitale L. 1200.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 193 — Data 25 settembre 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Foggia — Intestazione: Nannarone Cesare fu Severino — Titoli del Debito pubblico: Capitale L. 35.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 528 — Data 5 luglio 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Salerno — Intestazione: Verrengia Domenico fu Francesco — Titoli del Debito pubblico: Al portatore 3 — Capitale L. 30.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 96 — Data 28 marzo 1956 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Chieti — Intestazione: D'Ercole Nicola — Titoli del Debito pubblico: Al portatore 1 — Capitale L. 500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 21 — Data 10 settembre 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Cosenza — Intestazione: Mazzei Luigi fu Gaetano — Titoli del Debito pubblico: Nominativi 2 — Capitale L. 3400.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 95 — Data 14 giugno 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Trapani — Intestazione: Sieri Pepoli Laura e Fabrizio Adragna fu Girolamo — Titoli del Debito pubblico: Nominativo 1 — Capitale L. 8.300.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 96 — Data 14 giugno 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Trapani — Intestazione Sieri Pepoli Laura e Fabrizio Adragna — Titoli del Debito pubblico: Nominativo 1 — Capitale L. 1.215.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta 97 — Data 14 giugno 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Trapani — Intestazione: Sieri Pepoli Laura fu Fabrizio — Titoli del Debito pubblico: Nominativi 2 — Capitale L. 9200.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911 n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 22 dicembre 1956

Il direttore generale: SCIPIONE

(6457)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Diario delle prove scritte del concorso per esami a cinquanta posti di disegnatore tecnico aggiunto in prova (grado 11°, gruppo B), nel ruolo del personale dei disegnatori tecnici dell'Amministrazione militare marittima.

Le prove scritte del concorso per esami a cinquanta posti di disegnatore tecnico aggiunto in prova (grado 11°, gruppo *B*), nel ruolo del personale dei disegnatori tecnici dell'Amministrazione militare marittima, bandito con decreto Ministeriale in data 16 dicembre 1955, registrato alla Corte dei conti il 24 gennaio 1956, registro n. 2, foglio n. 86, avranno luogo a Roma presso il Palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4, nei giorni dal 18 febbraio al 2 marzo 1957.

(491)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 12 luglio 1956, registrato alla Corte dei conti il 26 ottobre 1956, è stato respinto il ricorso straordinario proposto dal prof. Eugenio Falcone avverso la graduatoria del concorso a cattedre di lettere italiane e storia negli istituti tecnici, indetto con decreto Ministeriale 27 aprile 1951.

(450)

PREFETTURA DI TRAPANI

Avviso di rettifica

Nel sommario e nel titolo del decreto prefettizio 15 ottobre 1956, concernente la costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 288 del 13 novembre 1956, ove è detto « provincia di Taranto » leggasi « provincia di Trapani ».

(495)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.